

UN EX-PAMPHLÉTAIRE AU SERVICE DE L'ORDRE

Le pamphlet n'est pas un petit genre. Même Pascal, Voltaire, Beaumarchais, Chateaubriand, Courier, Cormenin, Veuillot, Hugo et Rochefort l'ont pratiqué, avant Turc et Valdombre...

Le pamphlet dans la littérature et la société agit comme la bile dans la chimie de l'organisme. Il dissout les épais, irrigue les prétentieux et neutralise les sots, à moins qu'il ne corrode et ne détruise la vie.

L'on naît ou devient pamphlétaire ; et, si on le devient, au su et au vu de chacun, c'est qu'on l'était déjà, au plus secret de soi. Car un pamphlétaire ne s'improvise pas. Il est le fils de sa bile heureuse ou de sa hargne, ou bien de l'une et l'autre, en un dosage très variable.

Il y a donc des pamphlétares utiles et d'autres nuisibles. Ah ! l'ironie peut accomplir et du mal et du bien. Tout cela, c'est une question d'équilibre.

Par ailleurs, certains ironistes, et parfois des plus violents (on l'a constaté à la nomenclature ci-dessus), ne réussissent point à étouffer en eux les ferments de sagesse, d'altruisme, voire même de lyrisme qui les animent. Ils veulent servir.

Voilà le cas de Turc, alias Victor Barbeau, ironiste raisonnable et altruiste.

Le pamphlet aura mené à tout !

Aujourd'hui, nous passons des *Cahiers de Turc à Mesure de notre Taille* et *Pour nous grandir* de Victor Barbeau.

« MESURE DE NOTRE TAILLE ¹ »

Je lisais cet été un ouvrage de M. Victor Barbeau qui a fait grand bruit. Vous connaissez aussi bien que moi ce livre. Il s'intitule *Mesure de notre Taille*.

1. Par Victor BARBEAU. *Éditions du Devoir*, Montréal, 1936. (3e édition.)

Un camarade m'a interrompu et m'a dit : « Tu perds ton temps. En outre, ces pages sont anti-nationales. Elles ont été écrites pour nous diminuer à nos propres yeux et à ceux de l'étranger. »

Je me suis contenté de répondre : « Ce qui nous diminuerait, ne serait-ce pas plutôt de continuer de vivre dans l'erreur, l'inertie ou l'improvisation ? Nous nous livrerions à tous nos ennemis du dedans et du dehors. Notre peuple traverse une tourmente. Il ne sait plus où ni comment s'orienter. Le laisser s'endormir dans une fausse quiétude, c'est le vouer à l'anéantissement. Victor Barbeau s'est juré d'être un excitateur de l'énergie des siens. Nous convenons qu'il n'a pas la réputation de mâcher ses paroles... »

Mon interlocuteur s'est écrié : « Si ! Il les mâche à sa façon, comme autant de balles dum-dum qui aggravent les blessures. »

« Vous tenez aux balles, de même que moi à la bile », ai-je rétorqué. « Alors, mettons qu'il y ait des balles explosives. Elles débrident et récurrent la plaie et laissent au patient la source de vitalité nécessaire à sa guérison. L'image vous paraît exagérée ? C'est vous qui la faites naître en mon esprit. Il n'empêche que l'œuvre de Barbeau ne tourne à notre utilité. Il serait trop facile de faire silence sur les dangers qui nous menacent, ou encore de se gausser de ses frères, en affichant une complaisante supériorité personnelle devant leur malheur, et c'est cela qui s'avèrerait un crime contre la nation. »

Eh bien ! j'ai relu *Mesure de notre Taille* et ma première impression n'a pris que plus de consistance.

Que Victor Barbeau, ce puriste, éprouve deux ou trois lapsus littéraires ; qu'il n'ait pas réussi à effectuer une enquête intégrale ; que MM. Un Tel et Un Tel soient froissés que leur nom ne figure pas dans ce livre ; que la petite et moyenne industrie canadienne-française n'entre pas ici en ligne de compte, cela ne signifie point que l'ouvrage soit mauvais, mais qu'il doit être revu et complété. Il représente, dès maintenant, une somme presque bénédictine de travail efficace. Je le préférerais certes achevé, mais comment ne pas admettre qu'il commence de combler une lamentable lacune de notre information économique et sociale ?

Il faut voir de son mieux à ce que les leçons qu'il comporte pénètrent en profondeur dans l'âme nationale.

Mesure de notre Taille constitue un acte d'humilité. Et c'est sainte Thérèse d'Avila qui assure qu'être humble, c'est se bien connaître.

Au point de vue historique, nous avons accompli de nobles choses. Au point de vue économique, notre vassalité devient de plus en plus patente. Pourquoi nous aveuglions-nous ? Pourquoi rejeter qui nous clame la vérité ?

Dans le domaine littéraire, des critiques, se donnant aussi pour des éveilleurs, font montre de grossièreté et de brutalité. Leur clientèle en est satisfaite. Victor Barbeau, lui, va droit au but. Il peut être brutal, mais point grossier. Le pire qu'il écrive, c'est qu'il « pique dans le gras ». (P. 23.) Ma foi, nos obèses nationaux n'ont qu'à se dégonfler... C'est à eux que Barbeau dédie tout d'abord « ces pages de cendres et de poussière ». (P. 7.) Mais il les a tracées également « à l'intention des bonnes volontés qui refusent d'accepter le servage ». (P. 9.) « Déblayer le terrain, orienter leurs efforts, guider leur action, substituer aux à-peu-près, aux approximations des faits, des chiffres », c'est la manière dont notre auteur entend accomplir son devoir, jusqu'au bout.

Comprenez-le bien comme il demande d'être compris. Sa confession est d'un honnête homme. Écoutez-la :

N'étant d'aucun parti, d'aucune coterie, d'aucun groupe, n'ayant ni chou ni chèvre à ménager, ne souffrant, d'autre part, ni de la rate, ni de l'estomac, ni du foie (ni des yeux, ni de la langue, ajouterons-nous), je me suis efforcé de voir juste et de dire juste. Je m'incline à l'avance devant les critiques fondées que l'on pourra m'adresser. Mais, à l'avance aussi, je refuse de saluer la bêtise si omnipotente qu'elle soit. (P. 10.)

En constatant le rang économique inférieur que les Canadiens français occupent chez eux, en ce vingtième siècle de lumière, M. Barbeau s'attaque à notre traditionnelle paresse, sans négliger de faire état de toutes les difficultés extérieures aussi bien qu'intérieures qui nous assaillent. Car ce qui aggrave les choses, c'est que nous luttons dans le noir, ignorants de nous-mêmes et des autres, et ne discernant pas d'où nous viennent les coups. M. Barbeau explique cela avec pertinence :

La concentration des capitaux, leur anonymat, leur irresponsabilité sont pour nous, comme pour les autres peuples, un agent de dissolution morale et sociale. (P. 10.)

Cela signifie-t-il que nous soyons *tous* pauvres ?

Non pas ! Seulement notre fortune, si accidentelle, travaille contre nous et pour les autres, en définitive. Au vrai, l'« enrichissement individuel (canadien-français) est fait de notre appauvrissement collectif ». (P. 236.)

Tant des nôtres sont les manœuvres ou les actionnaires effacés de l'industrie étrangère, au cœur de notre patrie !— lorsque cette industrie ne se développe pas en marge de nous et à même nous, sans que nous manifestations plus de malaise que s'il s'agissait des voisins.

En cela, notre caractère français, encore vif par bien des côtés, se montre cruellement atrophié. Notre puissance de réaction et de redressement nous abandonne, en général, dès qu'il s'agit de la vie économique.

Considérons les banques, les service publics, les différentes industries du fer et de l'acier, du bâtiment, du bois, des mines, de l'automobile, du pétrole, du caoutchouc, des produits alimentaires et chimiques, des tabacs et des textiles. Dénombrons les postes que nous occupons dans les grandes affaires de la province et du Canada. Ne sommes-nous pas ramenés à l'évidence la plus objective de notre faiblesse ?

Pour dix ou quinze Canadiens français vraiment riches et pouvant se dire des chefs d'entreprise qui comptent au regard de nos voisins de toutes races, pour quelques directeurs qu'on trouve chez les nôtres, parmi des milliers de sang saxon ou même juif, combien plus dépendent d'autrui, de même que si c'était là la Providence ?

M. Barbeau pose en exergue ce principe : « On ne conçoit pas l'évolution économique des Canadiens français autrement qu'en fonction de leurs établissements de crédit. » (P. 42.)

Or, « au 31 décembre 1932, l'actif global des banques à charte était de \$2.852.086.000 ; et la part qui revenait à la Banque Canadienne Nationale et à la Banque Provinciale » ne s'élevait qu'à « \$179.267.016, c'est-à-dire 6.4% ».

Les prêts de ces deux banques ne représentaient que 8% de ceux de toutes les banques, et leur tranche de profit, seulement 7½%.

Si nous devons beaucoup à nos banques canadiennes-françaises, elles et nous n'avons pas encore épuisé l'agenda de ce qui nous reste à accomplir pour atteindre à ce que l'on doit attendre d'une race constituant 85% de la population de

la province de Québec, plus de 30% de celle du Canada tout entier, et qui a tant d'œuvres à créer, à établir et à pousser vers les sommets, que l'on en éprouve le vertige.

Où en sommes-nous, pour ce qui a trait aux services publics ?

Les centrales électriques sont le fief, avoué ou non, des Étatsuniens. Quant au téléphone au télégraphe et à la T. S. F., nous sommes coincés entre les anglophones de toutes espèces. Dans les transports : autobus, chemins de fer et compagnies maritimes, les nôtres figurent à la queue. Dans l'industrie du fer et de l'acier, nous ne semblons guère plus guillerets. Dans le bâtiment, notre sort est assez heureux ; mais, graduellement, le fer est plus employé comme matériau de construction, et nous opérons une retraite stratégique qu'il ne faut pas laisser tourner en débandade. Le papier à journal est l'élément d'un royaume étatsunien et anglo-canadien. Les mines nous échappent et le génie minier attire peu nos jeunes gens¹ ; ce qui n'empêche point nos brebis de la spéculation de se faire copieusement tondre, à l'heure dite. L'automobile est absolument étatsunienne. Nous ne touchons au pétrole et à ses sous-produits que pour nous brûler. Nous ignorons le caoutchouc et le caoutchouc nous ignore. L'industrie des produits alimentaires nous intéresse peu, excepté lorsqu'il s'agit du beurre et du fromage, le tout sans allusion ! Les produits chimiques ne sont point notre affaire. Nous avons des planteurs de tabac, mais trop peu de fabricants. Les textiles ! Pourquoi s'y arrêter ? Le commerce, dans son acception la plus étendue, y réussissons-nous ? Pour quelques-uns des nôtres qui émergent ici et là, combien vacillent et s'écrasent ?

Voilà l'acte d'humilité !

Mais la certitude du mal, même la repentance et les résolutions velléitaires ne suffisent pas.

Il doit y avoir une façon de sortir de l'impasse et du borbier.

Aux économistes qui exhibent nos avanies de nous indiquer les motifs d'espérance et les raisons d'employer en les cana-

1. Le gouvernement de la province fait les efforts les plus généreux pour établir des écoles de mines et y attirer des élèves sérieux. Avec son concours, l'Université Laval vient elle-même de fonder l'École des Mines.

lisant toutes nos forces actives et latentes, en dépit de toutes les adversités possibles et impossibles.

Sans doute pourrions-nous recourir aux extrêmes et prendre leçon du Mexique, où l'on veut renationaliser les richesses du pays.

Toutefois, avant de songer à manipuler une pareille dynamite, nous entendons épuiser toutes les ressources de la prudence. D'ailleurs, la situation des Mexicains n'est pas la nôtre. Il y a des différences constitutionnelles et ethniques radicales entre les deux pays.

Certes, en nous évinçant, même petit à petit et comme par la seule force des choses, de presque tous les emplois avantageux, l'élément anglais a travaillé contre lui-même.

Une industrie et un commerce canadiens-français solidement établis, une richesse économique canadienne-française hors de toute atteinte externe n'eussent servi qu'à doubler la solidité de la muraille que nous eussions opposée aux empiètements de l'impérialisme économique étatsunien au Canada.

Car, de même que nos compatriotes de langue anglaise, avec le secours de leur haute finance et les moyens raffinés de leur omnipotente industrie, ont sans cesse tendu, hormis de très rares et d'autant plus remarquables exceptions, à nous éliminer du champ de la juste et équitable concurrence, ainsi nos formidables voisins du sud sont en train d'envahir la chasse-gardée anglaise au Canada et de s'approprier les plus grasses prébendes anglo-canadiennes.

Ce qui n'a d'abord été qu'une incursion britannique dans le domaine des glorieux Cédés de 1763 est bientôt devenu la marche triomphale, sans vergogne aucune, des Yankees au Canada.

Nous avons été les premiers à souffrir. Nous ne serons pas les derniers. Et, malheureusement, cela ne corrigera rien.

Servirait-il de quelque chose d'en appeler à la raison et au *fair play* britannique de la super-finance, de la super-industrie, du super-commerce et de tous les dieux matériels et occultes de la fortune anglo-canadienne au Canada, pour demander que l'on s'unisse à nous, afin de défendre le patrimoine commun si largement entamé ?

Ne nous amusons pas à de tels bobards.

L'histoire ne nous a-t-elle point suffisamment éclairés ? Nous n'avons presque rien obtenu que nous ne l'ayons imposé. Nos seules forces n'ont surtout été que Dieu et nous-mêmes. Car les sympathies de quelques-uns ne sauraient servir à l'établissement d'une règle générale.

C'est à nous-mêmes que nous devons nous adresser, c'est à la Providence de nous guider, secourir et confirmer en grâce pour tant de luttes pacifiques, qui ressemblent étrangement à d'autres combats. Enfin, c'est à nos élites de nous encadrer et d'agir de concert.

A lui seul, M. Victor Barbeau peut mener à bien sa part de la tâche nationale. Mais à chacun de nous incombent des devoirs particuliers, si nous voulons économiquement et nationalement survivre. La pérennité de la race, avec tous ses caractères spirituels, intellectuels et moraux, dépend pour beaucoup de notre vie économique. Et l'emploi des guetteurs, des veilleurs et des éveilleurs aux postes avancés n'est pas d'un piètre secours.

Ces années-ci, la littérature en service national (et non pas en service commandé ; il y a ici plus qu'une nuance) abonde chez nous. C'est un signe des temps. Elle correspond à une inquiétude qui, une fois suscitée, doit se résoudre en actes. Ces actes marquent nos premières tentatives de progression totale, après d'interminables périodes de fléchissement et d'abandon, conscients ou inconscients.

Les Canadiens français n'en veulent à personne. Ils respectent leurs frères de toutes races et de toutes langues. Ils admirent le génie des affaires que possèdent les Anglo-Saxons et les Étatsuniens. Toutefois, ils réclament leur place au soleil. Et cela, en soi, c'est déjà un cri vers la justice, une soutenance de la thèse d'honneur qui leur appartient de droit, non point une anomalie subversive.

M. Barbeau n'est pas un décourageur.

Voici la conclusion de *Mesure de Notre Taille* :

Est-ce à dire qu'il faille désespérer ? Si cette pensée m'avait seulement effleuré, je n'aurais jamais entrepris de recenser notre misère. Quoiqu'ils échappent encore à la plupart, particulièrement à notre soi-disant élite, il y a des signes dans le ciel. Les temps nouveaux vont venir. Notre peuple n'aura pas souffert en vain, pleuré en vain. Je refuse de croire qu'une pareille pénitence nous a été imposée pour que nous prenions la vie où nous l'avons laissée. A notre tour, nous allons dépouiller le vieil homme, nous allons faire

peau neuve. Ce sera douloureux, car il n'est pas de métamorphoses, même celle de l'insecte, qui ne s'accompagnent de souffrance. Peu importe le prix que nous y mettions. Il ne saurait y en avoir de trop cher, si vraiment nous sommes décidés que ces pages ne soient pas le jugement définitif qui doit porter sur le peuple français du Canada. J'ai dénombré nos faiblesses à l'aide de faits, de chiffres, croyant, comme Napoléon, qu'un bon croquis vaut un livre. Ce n'est qu'un premier jalon. Ces faits, ces chiffres ne sont que le reflet de nos faiblesses intellectuelles et morales. Celles-là aussi je les recenserai un jour. Mais, encore une fois, il y a des signes parmi nous. (P. 243.)

Une rencontre fortuite : M. Barbeau et Napoléon !
On n'y va point de main morte . . .

Tout de même, nous n'avons pas assez d'économistes. Ah ! si l'avertissement que nous donnait déjà Étienne Parent, vers 1844, avait été entendu et si nous avions eu les moyens de réaliser de tels vœux ! Quels chefs notre nation se serait donnés !

Pour l'heure, tous ceux que nous avons se doivent de se faire valoir. A quand le livre de MM. Édouard et André Montpetit sur la situation économique et nationale des Canadiens français ?

Une hirondelle ne saurait faire le printemps. Qui n'écoute qu'une cloche n'entend qu'un son.

Ah ! paraissent enfin toutes les hirondelles et sonnent aussi toutes les cloches !

« POUR NOUS GRANDIR ¹ »

(ESSAIS D'EXPLICATION DES MISÈRES DE NOTRE TEMPS)

Nos amis de langue anglaise se demandent pourquoi notre littérature se préoccupe autant de la question nationale². Ils ne voient pas la nécessité pour nous de défendre ce qu'ils n'attaquent point. C'est qu'ils nous jugent en fonction exclusive d'eux seuls. Bien disposés envers nous, ils imaginent que leurs sentiments et leurs actes comportent une garantie suffisante pour notre avenir. La lutte ouverte ou sournoise que nous subissons dans les

1. Par Victor BARBEAU, *Les Éditions du Devoir*, Montréal, 1937.

2. « *Letters in Canada* », 1936. Edited by A. S. P. Woodhouse. « *French Canadian Letters* », by Felix WALTER. Reprinted from *The University of Toronto Quarterly*, Vol. VI, Nos 3 and 4, April and July 1937.

domaines économique, ethnique, scolaire et linguistique, ils l'oublient avec une vertigineuse facilité, si même ils en ont jamais assez tenu compte. Comme le montre M. Barbeau, tous nos postes sont investis, et nous ne pouvons assurer notre existence et surtout notre développement que par des réactions qui s'étendent aux moindres aussi bien qu'aux plus importantes questions.

Voilà pourquoi je ne manque jamais de faire lire à nos amis Canadiens anglais nos ouvrages susceptibles de les éclairer.

Après avoir constaté avec M. Barbeau, la mesure de notre taille, ils sont forcés d'admettre deux choses, à savoir : 1° Les Canadiens français font bien petite figure dans la grande industrie, d'où les Canadiens anglais et notre imprévoyance les évincent de plus en plus ; 2° les Canadiens anglais, à leur tour, se sentent menacés, non par les Canadiens français, mais par nos voisins des États-Unis, à la veille d'effectuer la main-mise économique sur le pays tout entier.

Ainsi donc, nos compatriotes de langue anglaise, s'ils réfléchissent, comprennent qu'ils ont intérêt à garder la liaison entre eux et nous, et à créer, avec notre aide, comme nous avec la leur, une seconde ligne de défense canadienne. Ces deux lignes, la nôtre et la leur, doivent être convergentes et non point opposées ou antagonistes. Tenter de nous réduire à l'impuissance économique, ce serait mettre aux fers un allié, un indispensable allié.

Et nous ne sommes pas d'humeur à subir cet opprobre.

Quant aux lecteurs canadiens-français, de quelle manière acceptent-ils les critiques de Victor Barbeau ?

J'ai trouvé chez eux une reprise aigüe de la conscience. L'effarante mesure de notre taille les a dressés, prêts à agir avec vigueur, avec sagesse, avec constance, afin que, s'il est possible, notre vie économique soit maintenue et amplifiée. Toutefois, ils souhaiteraient ardemment que l'enquête consacrée par M. Barbeau à la grande industrie s'étendît davantage, c'est-à-dire jusqu'à l'agriculture, la moyenne industrie et la petite industrie, autant chez les Canadiens anglais que chez les Canadiens français, dans notre province et dans les provinces-sœurs, ce qui permettrait de préparer les tableaux comparatifs qui nous manquent.

Évidemment, nous n'avons pas égalité sur toute la ligne !

Que la réalité objective soit pour ou contre nous importe, certes ; ce qui importe bien autrement, c'est que nous

soyons prêts à scruter l'ensemble et le détail des faits et à conformer notre conduite aux enseignements qui découleront de cette étude.

Il ne faut point désespérer de qui cherche la vérité et y trouve sa force d'agir et de s'orienter. Cette vérité, nous avons le droit de la connaître désormais à fond. M. Barbeau et ses émules nous ont engagés assez avant pour que nous ne nous arrêtions qu'une fois notre objet atteint.

Les écrivains du cru pourraient certes ne pratiquer que la littérature pure. Hélas ! Nous ne sommes pas encore rendus au point où cela nous soit possible. Nos œuvres, pour longtemps encore ne pourront se défendre d'être plus directement utiles.

D'ailleurs, n'est-ce pas là le signe général qui nous distingue ? François-Xavier Garneau et Philippe-Aubert de Gaspé n'en connurent guère d'autres, dans l'histoire et le roman, et leurs successeurs ont bien rarement cessé d'être en service national.

Il faut toujours revenir à cette idée première : la race veut se survivre en nous et par nous, plus même qu'en quiconque et par qui que ce soit au Canada.

Une telle volonté ne saurait se fixer sans un examen de conscience portant sur les hommes et les institutions. Voilà ce que M. Barbeau s'évertue d'effectuer, pour nous aider à grandir. Après quoi il nous offrira, un jour ou l'autre, « l'inventaire de nos tartuferies » et « l'exégèse de nos lieux communs ». Ce qui ne manquera point de piquant.

Les hommes ! Qu'en pense M. Barbeau ?

A la base, un fond massif de terriens, minés par l'inquiétude et la gêne, d'où est sorti et sort encore un prolétariat rompu à toutes les servitudes et que la crise a réduit en majeure partie à la mendicité. Au-dessus, une couche trop mince de commerçants, de boutiquiers, d'industriels, d'artisans, en lutte constante contre le gigantisme anonyme et irresponsable. Par-dessus, une couche, peut-être trop dense celle-là, trop lourde, étant donnée la friabilité de celles sur lesquelles elle s'appuie, une couche d'hommes de profession libérale, de fonctionnaires, de politiciens, au milieu desquels vivote une poignée d'intellectuels, d'artistes plutôt subis que reçus et accrédités. Au sommet, enfin, une ligne, un pointillé de riches bourgeois en quasi totalité illettrés, dont la fortune nargue la détresse collective, en même temps qu'elle infirme nos prétentions d'ordre pédagogique. (P. 24.)

Ce terrible réquisitoire est-il exact dans tout son détail ? Le prolétariat canadien-français a-t-il été réduit par la crise *en majeure partie à la mendicité* ? Nos riches bourgeois s'avèrent-ils comme des *illettrés en quasi totalité* ? Cela serait alors aussi vrai ailleurs que chez nous, car la crise et les riches bourgeois, s'ils diffèrent de pays à pays, de province à province ont partout des traits communs.

Nous sommes bien prêts à écouter le récit de tous nos maux, mais non sans examen.

Il est incontestable que notre peuple est insuffisamment encadré. Ce n'est pas d'un cœur joyeux et de son libre consentement qu'il est devenu un serviteur d'autrui. Que n'eussent pu tirer de ce peuple des chefs dignes d'autorité et qui se fussent préparés à leur mission avec le même soin qu'au plus élevé des sacerdoxes !

M. Barbeau nous divise en trois catégories : « Les non vivants, les vivants non animés et les vivants animés. » (P. 34.)

Les premiers sont des déchets nationaux. Aux deuxièmes l'on doit greffer une âme, et aux derniers une *surâme*, en quelque sorte. Que l'on juge à cela de la responsabilité des hommes de pensée et d'action au Canada français ! Sur eux repose notre réhabilitation ethnique, non seulement au regard du voisin — ami ou adversaire — mais à notre propre regard.

La difficulté réside en ceci que notre élite intellectuelle est tellement restreinte et mal formée qu'elle ne peut encore suffire à déterminer un nombre toujours plus grand de nos compatriotes à devenir eux-mêmes des élites partout où notre vie nationale est en jeu. Voilà ce qui, avec le manque presque général de fortune, retarde nos progrès.

D'un autre côté, l'histoire nous enseigne qu'avec l'aide de Dieu et de notre âme française nous avons réussi bien des fois à dominer certaines situations, de prime abord perdues. Et cela explique assez avec quelle énergie nous devons faire produire à tous nos dons nationaux et à toutes nos richesses naturelles ce qui y a été mis en réserve pour l'heure des plus angoissants périls. Notre foi religieuse et nos caractères français ne sauraient être traités par aucun de nous comme de futiles lieux communs. Ce sont les fondements de notre survivance.

Si l'on nous avait tous persuadés de cela, nos actes n'eussent jamais cessé d'être comme un jaillissement spontané de vie catholique et française et nos institutions eussent correspondu à notre pensée profonde.

Car, si nous nous plaignons des hommes, nous n'avons pas à nous louer entièrement non plus de leurs institutions.

Avec M. Barbeau, demandons-nous donc ce que les Canadiens français ont fait de l'école rurale, de l'école urbaine et de la politique, qui ont déjà coûté tant de sacrifices à leurs pères.

De généreux efforts mal concertés n'ont pu produire des fruits complets ni des fruits appropriés.

L'école rurale nous a déruralisés peu à peu, avec la fatalité de milliers de gouttes d'eau tombant l'une après l'autre sur la pointe la plus exposée d'un terrain de plus en plus friable. Depuis l'héroïque établissement et, sans aucun doute, le non moins héroïque maintien de nos écoles de campagne, nous enseignons à nos fils à aimer Dieu, à lire, à écrire et à pratiquer les quatre règles simples de l'arithmétique, sans nous occuper assez de raciner l'enfant à son milieu. Et le milieu social où nos paysans ont vécu, nous n'avons rien fait pour le rendre plus attrayant. En termes polis, nous avons si peu fait que cela s'appelle *zéro*. Nous qui avons été des créateurs, nous nous sommes abandonnés à la routine. Et l'inévitable est arrivé.

C'est ce que M. Barbeau souligne.

Négligées, abandonnées, nos campagnes se sont d'année en année dépeuplées. L'exode vers les villes et, pis encore, l'exode vers les États-Unis ont saigné [notre paysannerie]. Comme si la misère, elle-même consécutive de l'incurie ne suffisait pas, (...) le machinisme et le capitalisme ont détrôné l'agriculture. (P. 93.)

En déruralisant l'école campagnarde, nous avons fait perdre tout charme à l'existence de nos terriens. Dès que leurs fils et leurs filles sentirent l'attraction de la ville, ils furent aussitôt enclins à y succomber. Quel homme d'œuvre s'est occupé, par exemple, de créer un mouvement vigoureux de résistance en procurant des diversions profitables au trop plein de l'activité de nos cultivateurs? Quelques initiatives n'ont pu, à elles seules, corriger notre déplorable impéritie.

Grouper la jeunesse en équipes sportives, créer pour les gens d'âge avancé ou de goûts différents, des cercles récréatifs, musicaux ; y adjoindre des bibliothèques, tout au moins quelques revues ; réunir les amateurs de théâtre, monter occasionnellement des spectacles sont autant de formules faciles. L'important est de ranimer la vie sociale, de chasser l'ennui par une activité bienfaisante, libre, d'éveiller la curiosité, de susciter l'intérêt, bref, de tuer l'insouciance, le désœuvrement, de faire naître de l'émulation, de la joie où il n'y a que de l'apathie, du laisser faire. (P. 99.)

Voilà ce qu'écrit M. Barbeau. Mais le plus urgent, comme il l'indique aussi, c'est, outre de rendre le milieu agréable et de donner une instruction convenable à ce milieu, d'assurer la stabilité de la profession agricole, et ajoutons : la sécurité et le respect du campagnard au sein de notre vie économique et de notre vie sociale tout entières.

Ici, que l'on me permette de faire grief à nos citadins de ne pas toujours estimer à leur valeur nos gens de la campagne. Il faut plus de *génie* (dans l'acception canadienne du terme) pour bien mener une entreprise agricole que pour bien conduire les machines auxquelles sont asservis nos ouvriers. Et tels employés de bureau, tels commis de magasin, qui ne connaîtront jamais autre chose que la chaîne journalière, traînée de pupitres en pupitres ou de comptoirs en comptoirs, iraient se gausser des terriens à qui ils doivent le pain, le lait, les œufs, le beurre, la viande, la laine, le cuir, etc., et dont ils reçoivent l'exemple d'une existence vécue sous le soleil de Dieu !

Quant à l'école urbaine, nous prépare-t-elle les citoyens que nous en attendons ?

Le mot d'ordre qu'elle avait reçu, écrit M. Barbeau, était d'entretenir chez la jeunesse la vie française, de stimuler cette vie, de l'accroître, de l'embellir, de la purifier. Or, je vous prends à témoins, en quoi la multitude qui lui avait été confiée, qu'elle a façonnée, est-elle française ? Parle-t-elle français ? Écrit-elle en français ? Pense-t-elle en français ? Agit-elle en français ? Se sent-elle en pays français ? Est-elle désireuse d'accomplir une œuvre française ? C'est plus que de l'ironie, c'est de la dérision que de seulement le demander. (Pp. 145, 146.)

Pas plus que l'école rurale, l'école urbaine n'a développé en nous une âme nationale capable de braver tous les assauts.

Il semble que le plus grand reproche que l'on puisse adresser à l'école urbaine est de n'avoir point discipliné nos caractères.

tères pour la vie. La surcharge des programmes, en nous contraignant à savoir de tout un peu, n'a point permis que l'on développât suffisamment chez nous ces traits puissants d'humanité et de nationalité que la vie ordinaire ne manquait pas à elle seule d'imprimer chez nos ancêtres, toujours en lutte, toujours aptes à modifier les circonstances et souvent à se les asservir sans rien altérer d'eux-mêmes ou de leur fonds originel.

Et cela s'applique à tous les étages de l'éducation et de l'instruction.

A la campagne, écrit M. Victor Barbeau, l'école a trahi la terre ; à la ville, elle a trahi le commerce, l'industrie. Partout elle a travaillé contre nous. Elle nous a prolétariés, elle nous a dénationalisés et elle nous a dévirilisés. Loin de nous libérer de nos servitudes, elle les a multipliées. Loin de nous faciliter l'accès à la fortune, elle nous a appauvris. Loin de nous retremper moralement, elle nous a dilués. Et, dernière abjection, elle nous a confits dans une telle suffisance que nous ne savons plus battre notre coulpe que sur la poitrine de notre voisin. Chaque fois que quelque chose cloche, nous en accusons autrui. Chaque fois que l'un de nous essaie de briser le silence dans lequel nous enveloppons notre médiocrité, le chœur des chapons crie au sacrilège, au crime de lèse-majesté. En ai-je entendu depuis vingt ans de ces protestations ! Dressés à chasser les ombres, la vérité nous aveugle. S'il en avait été autrement, nous n'aurions pas attendu la crise pour nous occuper de notre sort. Nous aurions découvert avant ce jour que l'huile diminuait dans les lampes. Nous ne voyons presque plus clair en nous-mêmes. Bientôt l'obscurité nous envahira. La lumière de l'esprit sur laquelle souffle le vent des passions et des intérêts menace de s'éteindre et sans elle qu'aurons-nous pour nous guider vers notre destinée de peuple français ?

Si nous le voulons, nous aurons l'école. Mais une école tout autre que celle dont je viens de vous parler. Celle-là a trop duré, celle-là nous a fait trop de mal ! Elle restera dans l'histoire sous le nom de l'école de la défaite. C'est ce que je voulais démontrer, en dépit de la sympathie que je porte à plusieurs de ceux qui s'y dévouent et c'est ce que je crois avoir démontré. Au commencement de notre misère, il y a l'école ; au commencement de notre libération, il y aura l'école ! (Pp. 190, 191.)

Et ce sera l'école de la victoire sur nous-mêmes et sur l'adversité.

(Mais pourquoi M. Barbeau ne vide-t-il pas le fond de sa pensée sur le collège classique ? Lui aussi doit être notre école de la victoire.)

Enfin, la politique !

Victor Barbeau n'est tendre ni pour la politique ni pour le politicien. Ce que nous avons jadis fait de grand dans la conduite de la chose publique, il veut que nous le refassions avec la même vigueur et la même souplesse, dans l'ordre des temps modernes. L'univers souffre l'angoisse et notre peuple n'est pas sans subir les bourrasques du dehors.

C'est pourquoi M. Barbeau nous propose de méditer cette parole des évêques de France : « Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre. »

Et plus loin, notre auteur cite ces deux phrases du cardinal Verdier : « Acceptons les progrès du monde et soyons des conquérants. » — « La possession des biens de ce monde subira des changements. La transformation sociale qui s'opère sous nos yeux ne s'arrêtera pas et nous ne reviendrons pas en arrière. »

On devine facilement les remèdes suggérés par notre sociologue.

Il ne demande pas que l'on réduise en poudre la démocratie, mais qu'on la transforme et l'infléchisse, suivant les besoins de l'heure et dans le sens des principes de la sociologie catholique.

M. Victor Barbeau s'écrie :

Les communistes rêvent de justice sociale. Et pourquoi pas nous, les catholiques? Les communistes rêvent de paix sociale. Et pourquoi pas nous, les catholiques? Les communistes rêvent de fraternité. Et pourquoi pas nous, les catholiques? Par notre aveuglement, par notre sordide vénération des usages établis, allons-nous toujours abandonner à ceux que nous appelons les ennemis de l'ordre, et qui le sont en vérité, allons-nous abandonner la tâche incomparable et magnifique de combattre l'injustice? Allons-nous tolérer que chaque fois que l'humanité fait un pas vers la charité, l'amour, ce soit les « autres » qui en aient le crédit et l'honneur? L'Évangile appartient à tous les hommes, mais n'est-il pas premièrement à ceux qui prétendent officiellement le suivre? Pourquoi alors sommes-nous si lents, si tièdes, nous les catholiques, à en appliquer les préceptes? (Pp. 239, 240.)

L'égoïsme, l'égoïsme et la pusillanimité sont en train de nous dévorer, jusqu'en nos fibres autrefois les plus vigoureuses.

Qui s'en étonnera, conclut M. Barbeau, puisque notre structure économique, politique et sociale a pour fondement exclusif l'individualisme? Qui s'en étonnera, puisque notre éducation fabrique en série des appétits prêts à se satisfaire au détriment de la société et de la nation? (P. 240.)

Livre sincère jusqu'à la cruauté, *Pour nous Grandir* est écrit avec tant de véhémence et une telle facilité de plume que l'on croirait parfois voir l'auteur céder à l'emportement et noircir la toile en surchargeant les traits des personnes morales et en déséquilibrant la composition de son ouvrage. Par malheur, il faut reconnaître comme juste la plus grande partie des coups de fouets que nous recevons.

Notre coulpe battue, sur notre cœur et non sur celui du voisin, nous étant mis en état de nous bien connaître, nous entreprendrons avec d'autant plus d'énergie de poser, là où elles conviennent impérieusement, les lumières qui feront du tableau national canadien-français quelque chose de beau à voir et à faire voir.

Alors seulement commencerons-nous de grandir à la mesure de nos ambitions et de notre devoir.

Toutefois, ne perdons pas de vue que nous ne sommes point les seuls à pâtir de la déruralisation par l'école, de la fabrication en série par l'école, de l'incohérence et de l'inadaptabilité des programmes de l'école, ou de ceci ou de cela.

Nos compatriotes de langue anglaise gémissent autant que nous là-dessus, parfois en catimini diplomatique, tandis que c'est au grand vent du nord que parle M. Barbeau. Ils déplorent aussi que la foi religieuse soit formaliste et, pis que chez nous, que leurs églises et leurs universités perdent de l'autorité, à mesure que se déversent sur le monde les courants d'idées sociales adverses.

Seulement, je n'ai jamais entendu dire qu'ils se plainnissent que l'école affaiblît leurs caractères ethniques et leur caractère tout court.

L'école anglaise, comme l'école étatsunienne, dresse et arme les enfants pour la vie positive, où ils seront fortement eux-mêmes, à la face de l'univers, alors que, trop souvent divisés, nous verbiageons et nous nous dispersons, en nous amputant de nos qualités et de nos vertus natives comme de traits signalétiques bons tout au plus à nous compromettre.

La vraie leçon anglaise en est une d'intégrité, de fierté et de permanence nationale.

La comprendrons-nous jamais au point d'en profiter ?
 Qui, d'ailleurs, serait en droit de nous le reprocher ?
 Assurément pas ceux qui nous la donnent.

* * *

Et puis, dans l'ambiance intellectuelle si conformiste où nous sommes, qu'un Victor Barbeau quitte ses pamphlets pour devenir sociologue et, sans rien attendre de personne, sans rien craindre non plus de qui que ce soit, se dépense à réveiller l'énergie des siens, n'est-ce pas un motif de nous réjouir ?

Il ne lira pas sans une émotion profonde la dernière lettre de l'épiscopat canadien-français sur le problème rural et la doctrine sociale de l'Église. Les problèmes que M. Barbeau a effleurés préoccupent depuis toujours nos évêques et la clarté suprême nous vient à son heure là d'où elle devait venir.

Mais il reste à tous les hommes de bonne volonté, aux laïcs de toutes les classes tant de choses à accomplir. M. Barbeau ne pourra se reposer que lorsqu'il aura mis la dernière main à son dernier livre d'action nationale et sociale et prouvé comment la famille autant que l'école doit porter les responsabilités de l'état présent des Canadiens français.

Beaucoup est attendu de lui parce que la Providence n'a point mesquiné en le douant pour les bons combats.

Maurice HÉBERT.